



09.3158

Motion Luginbühl Werner.

**Abschaffung
von bedingten Geldstrafen
und Wiedereinführung
von Freiheitsstrafen
unter sechs Monaten**

Motion Luginbühl Werner.

**Suppression
des peines pécuniaires avec sursis
et réintroduction des peines
privatives de liberté
de moins de six mois**

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.06.09
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.11
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.11
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.03.12

08.322

**Standesinitiative Genf.
Für eine wirksame Verfolgung
der Kleinkriminalität**

**Initiative cantonale Genève.
Pour une répression efficace
de la petite délinquance**

Sistierung – Suspension

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.11 (SISTIERUNG - SUSPENSION)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.11 (SISTIERUNG - SUSPENSION)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.12.15 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.03.16 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

09.318

**Standesinitiative St. Gallen.
Anpassung des Strafrechts**





Initiative cantonale Saint-Gall. Modification du droit pénal

Sistierung – Suspension

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.11 (SISTIERUNG - SUSPENSION)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.11 (SISTIERUNG - SUSPENSION)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.12.15 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.03.16 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Réunie le 24 juin 2011, la Commission des affaires juridiques a procédé à l'examen préalable de la motion déposée le 18 mars 2009 par le conseiller aux Etats Luginbühl, qui avait été adoptée par la Chambre haute deux ans plus tard, le 10 mars 2011.

AB 2011 N 2100 / BO 2011 N 2100

La motion Luginbühl, adoptée par le Conseil des Etats, charge le Conseil fédéral de présenter une modification du Code pénal prévoyant la suppression des peines pécuniaires avec sursis et la réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois avec ou sans sursis. Il convient de rappeler que cette motion a été déposée au Conseil des Etats au moment où notre conseil, après le lancement d'une campagne tonitruante, voyait déferler une vague sans précédent de motions et autres interventions parlementaires critiques au sujet du régime des peines introduit dans le Code pénal le 1er janvier 2007. Rappelons que la révision du régime des peines avait remplacé les peines privatives de liberté de moins de six mois par les peines pécuniaires, c'est-à-dire le système des jours-amende et le travail d'intérêt général.

Le 11 juin 2009, lors de la session extraordinaire concernant le renforcement du droit pénal et la criminalité, le Conseil des Etats avait chargé sa Commission des affaires juridiques de procéder à l'examen préalable de la motion Luginbühl.

Il convient de souligner que parallèlement, notre conseil, lors de sa session extraordinaire sur le même thème, avait adopté huit motions relatives au droit pénal, et cela le 3 juin 2009. Toutes ces interventions prévoyaient des modifications du nouveau régime des sanctions inscrit dans la partie générale du Code pénal et en vigueur depuis le 1er janvier 2007.

La Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a examiné simultanément la motion Luginbühl et les motions issues de notre conseil. Toutes les motions adoptées par notre conseil ont vu leur texte modifié par la commission en un mandat au Conseil fédéral, afin d'appuyer les travaux déjà en cours au sein du Département fédéral de justice et police. La motion Luginbühl est restée en suspens à la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, non pas pour des raisons matérielles mais uniquement parce que le texte ne pouvait pas être amendé par la commission du premier conseil.

Depuis lors, les huit motions émanant de notre conseil ont été adoptées dans une version amendée par le Conseil des Etats le 10 décembre 2009, puis par notre conseil le 3 mars 2010.

Si la motion Luginbühl nous est de nouveau soumise, c'est parce que la commission du Conseil des Etats et le Conseil des Etats ont estimé qu'il n'y avait aucune raison que la motion déposée au Conseil des Etats soit retirée, en raison de l'écoulement du temps, de la liste des objets à traiter et qu'il fallait lui réserver le même sort qu'à celles déposées dans notre conseil.

La majorité de la commission s'est ralliée à cette position et a transformé la motion en un mandat d'examen, en y apportant la même modification rédactionnelle qu'aux huit autres motions qui avaient été déposées dans notre conseil. Cette transformation se justifie d'autant plus que, depuis le dépôt de l'intervention au Conseil des Etats, le Conseil fédéral en réponse aux postulats Sommaruga Carlo 08.3381 et Amherd 08.3377 a chargé formellement le Département fédéral de justice et police d'évaluer l'efficacité du nouveau régime dans le domaine des peines de courte durée. Par ailleurs, le DFJP a adressé le 26 mars 2009 un questionnaire aux cantons sur les expériences faites dans le nouveau régime des peines. Les contributions cantonales et les réflexions internes au département ont débouché sur un projet qui a été envoyé en consultation le 30 juin 2010.

Ce projet de révision du Code pénal prévoit la réintroduction des courtes peines privatives de liberté et la suppression des peines pécuniaires avec sursis. Un autre projet vise d'ailleurs à harmoniser les peines, celui-ci a été envoyé en consultation le 8 septembre 2010. Le 12 octobre de cette année, le Conseil fédéral a pris



acte des résultats de la consultation et a chargé le département compétent de présenter, d'ici mars 2012, le message. En d'autres termes, le Conseil fédéral est à bout touchant, et les travaux parlementaires pourraient commencer en printemps 2012 en commission.

La majorité de votre commission, si elle rejoint les préoccupations des auteurs des interventions quant à la nécessité de recentrer le régime des peines, a estimé, par 13 voix contre 12, qu'il ne se justifiait pas de procéder à une révision complète du nouveau régime sans disposer d'une évaluation empirique et ainsi connaître l'efficacité du nouveau régime des sanctions. La transformation de la motion Luginbühl en mandat d'examen est la seule solution cohérente pour accompagner les travaux du DFJP. Le texte proposé est donc modifié comme suit: "Le Conseil fédéral est chargé d'examiner l'opportunité de présenter au Parlement une modification du Code pénal prévoyant la suppression des peines pécuniaires avec sursis et la réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois (avec ou sans sursis)."

Pour sa part, la minorité estime que, même si des travaux sont déjà en cours, il est indispensable d'adopter la motion et de traiter rapidement cette problématique, qui constitue une urgence sociale. Je souligne à titre personnel que depuis la séance de notre commission en juin de cette année, les chiffres publiés par l'Office fédéral de la statistique montrent de manière objective qu'aucune modification significative du taux de récidive n'était intervenue depuis l'entrée en vigueur de la révision du Code pénal sur le régime des sanctions.

En conclusion, au nom de la majorité, je vous invite à adopter la motion ainsi modifiée.

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Wir behandeln drei Vorstösse miteinander, nämlich zwei Standesinitiativen und die Motion 09.3158 von Kollege Luginbühl, die die Abschaffung von bedingten Geldstrafen und die Wiedereinführung von Freiheitsstrafen unter sechs Monaten fordert. Die Standesinitiative des Kantons Genf "Für eine wirksame Verfolgung der Kleinkriminalität" mit der Geschäftsnummer 08.322 verlangt, dass es wieder im Ermessen des Gerichtes liegen soll, welche Art von Strafe es auferlegen will. Die Standesinitiative des Kantons St. Gallen mit der Geschäftsnummer 09.318, "Anpassung des Strafrechts", fordert diese Anpassung des Strafrechts, um unter anderem Geldstrafen bei Gewalt- und Sexualdelikten auszuschliessen und die Regelung der Anwendbarkeit von kurzen bedingten Freiheitsstrafen zu lockern.

Unsere Kommission hat diese Vorstösse gemeinsam beraten und bezüglich der beiden Standesinitiativen den Beschluss gefasst, dem Ständerat zuzustimmen, nämlich die Behandlung der Standesinitiativen für voraussichtlich mehr als ein Jahr auszusetzen. Die Motion Luginbühl soll, so hat es die Kommission mit 13 zu 12 Stimmen beschlossen, in einen Prüfungsauftrag umgewandelt werden. Die Revision des Allgemeinen Teiles des Strafgesetzbuches ist nämlich im Gange, das heisst, der Sanktionenkatalog wird überprüft. Der Bundesrat hat eine Botschaft in Auftrag gegeben, nachdem er am 12. Oktober 2011 von den Vernehmlassungsergebnissen Kenntnis genommen hatte.

2007 ist das neue Strafgesetzbuch in Kraft getreten, das unter anderem die Ablösung kurzer Freiheitsstrafen durch Geldstrafen oder gemeinnützige Arbeit vorsah. Generell und in der Praxis ist immer wieder Kritik laut geworden, und diese ist auch mit dem neuen Regime nicht ganz verstummt, weshalb auch verschiedene parlamentarische Vorstösse oder eben Standesinitiativen eingereicht worden sind. Mit der laufenden Revision ist es nun aber möglich, auch die Evaluationsergebnisse bezüglich der Erfahrungen der ersten vier Jahre mit einzubeziehen, um einerseits dem Sanktionenkatalog im Strafrecht eine generalpräventive Wirkung zuzugestehen und uns andererseits die Möglichkeit zu geben, im Strafrecht einen kohärenten Sanktionenkatalog zu haben, anstatt punktuell bei einzelnen Delikten daran herumschrauben zu müssen.

Ich bitte Sie deshalb, der Kommission zu folgen, dem einstimmigen Beschluss zuzustimmen, die beiden Standesinitiativen nochmals um ein Jahr zu sistieren, sowie dem Antrag der Mehrheit zu folgen, die Motion Luginbühl in einen Prüfungsauftrag umzuwandeln.

AB 2011 N 2101 / BO 2011 N 2101

Stamm Luzi (V, AG): Motion oder Umwandlung der Motion in einen Prüfungsauftrag? Das ist die Frage. Im Namen der Minderheit bitte ich Sie, an der Motion festzuhalten.

Sachlich muss ich eigentlich nicht viel dazu sagen, wozu es geht. Am 1. Januar 2007 haben wir das neue Strafrecht eingeführt, und wie Sie wissen, war die SVP sehr schnell der Meinung, wir müssten dort einige Punkte wieder rückgängig machen. Diese Motion hat die beiden offensichtlichsten Punkte aufgenommen. Das eine sind die kurzen Freiheitsstrafen, und das andere sind die bedingten Geldstrafen. Diese beiden Dinge, bei denen es am klarsten ist, dass sie rückgängig gemacht werden müssen, hat die Motion Luginbühl aufgenommen. Um diese geht es.

Nun hat sich eine Unsitte eingeschlichen: Wenn wir eine Motion auf dem Tisch haben, haben wir die Tendenz



zu sagen: Weil in der Bundesverwaltung das Thema sowieso revidiert wird, weil das Strafrecht generell überarbeitet wird, lehnen wir diese Motion ab, leiten sie weiter und geben stattdessen einen Prüfungsauftrag an die Verwaltung, damit sie das Thema weiter bearbeitet.

Das will ich nicht, das will die Minderheit nicht. Es ist besser zu sagen: Wir wollen den Inhalt der Motion, wir nehmen die Motion an, und wir bleiben bei der Motion. Dann ist es nämlich ein klarer Auftrag. Wenn das Ganze hingegen einfach als Prüfungsauftrag an die Verwaltung geht und diese das Thema in normalen Revisionsarbeiten verarbeitet, dann ist das nicht zweckdienlich. Das ist nämlich eine Relativierung der Absicht, die mit der Motion verfolgt wird. Deshalb scheint mir klar und notwendig: Wenn man eine Änderung will, nämlich hier die Wiedereinführung der kurzen Freiheitsstrafen und den Wegfall der bedingten Geldstrafen, wenn man das will, ist es viel zweckdienlicher, besser und logischer, man hält an der Motion fest. Deshalb bitte ich Sie, der Minderheit zuzustimmen.

Der Punkt, dass man die Behandlung der Standesinitiativen aussetzt und einfach zuwartet, sie auf die lange Bank schiebt, ist ohnehin in Ordnung, damit sind wir einverstanden; es geht nur um die Frage: Motion oder Prüfungsauftrag? Bitte stimmen Sie für die Motion.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Die Motion verlangt ja die Abschaffung von bedingten Geldstrafen und die Wiedereinführung von Freiheitsstrafen von unter sechs Monaten. Der Bundesrat hat diese Anliegen in seinem Vorentwurf vom Juni 2010 zur Änderung des Strafgesetzbuches bereits berücksichtigt. Die Vernehmlassung zu diesem Vorentwurf ist auch bereits abgeschlossen, und der Bundesrat hat Mitte Oktober dieses Jahres mein Departement mit der Ausarbeitung eines entsprechenden Entwurfes beauftragt. Insbesondere hat der Bundesrat bereits jetzt entschieden, die bedingte Geldstrafe abzuschaffen und die kurze Freiheitsstrafe wieder einzuführen. Diese Situation würde eigentlich für die Annahme der Motion sprechen.

Die Mehrheit Ihrer Kommission beantragt jedoch die Umwandlung der Motion in einen Prüfungsauftrag, und aus Sicht des Bundesrates macht das durchaus Sinn. Denn der Ständerat hat nationalrätliche Motionen der Sondersession vom Juni 2009, die ebenfalls die Abschaffung der bedingten Geldstrafe verlangt haben, allesamt in Prüfungsaufträge umgewandelt. Das ist hier jetzt also keine Unsitte, sondern es ist eine durchwegs konsequente Haltung.

Es erscheint deshalb richtig, jetzt auch die Motion Luginbühl in einen Prüfungsauftrag umzuwandeln, damit sie auf die gleiche Stufe zu stehen kommt wie die bereits behandelten Vorstösse zur Änderung des Strafgesetzbuches. Ich gehe ja nicht davon aus, dass Sie hier eine Privilegierung nur von diesen Punkten wollen, sondern dass Sie alle Vorstösse, die eben zur Prüfung in Auftrag gegeben wurden, berücksichtigt haben wollen.

Ich ersuche Sie deshalb, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

09.3158

Antrag der Mehrheit

Annahme der modifizierten Motion

Antrag der Minderheit

(Stamm, Freysinger, Geissbühler, Heer, Hochreutener, Ingold, Kaufmann, Lüscher, Nidegger, Roux, Schibli)

Annahme der Motion

Proposition de la majorité

Adopter la motion modifiée

Proposition de la minorité

(Stamm, Freysinger, Geissbühler, Heer, Hochreutener, Ingold, Kaufmann, Lüscher, Nidegger, Roux, Schibli)

Adopter la motion

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht erhalten.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 09.3158/6678)

Für den Antrag der Mehrheit ... 79 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 76 Stimmen



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2011 • Siebente Sitzung • 15.12.11 • 08h00 • 09.3158
Conseil national • Session d'hiver 2011 • Septième séance • 15.12.11 • 08h00 • 09.3158



08.322, 09.318

Präsident (Walter Hansjörg, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht erhalten. Die Kommission beantragt ohne Gegenstimme, dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen, die Behandlung der Standesinitiativen für voraussichtlich mehr als ein Jahr auszusetzen.

Angenommen – Adopté

